

333X Les Travailleurs ne marcheront pas

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 376

JEUDI 5 NOVEMBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

pour l'alliance
Thorez
Daladier
De Gaulle

Le rendez-vous
d'octobre n'a pas eu lieu

Que fera
la classe
ouvrière ?

À PRÈS le reflux des grèves d'août, d'une part le mécontentement général, la colère rentrée des travailleurs et la fin de la période des congés, et d'autre part la reprise de l'activité parlementaire faisaient que presque tous les milieux politiques s'attendaient à des événements importants pour octobre. Or, le rendez-vous n'a pas eu lieu.

Ni l'approche de l'hiver, de la misère accrue dans des millions de foyers, ni le mélange de cynisme et de forfanterie embarrasée du gouvernement, ni l'arrogance du patronat privé, n'ont pu rompre le silence social qui semble s'être appesanti sur la France. Les trahisons de toutes les directions des centrales, les divisions qu'elles ont entretenues depuis, le lâchage des Comités d'Unité d'Action par ceux mêmes qui voulaient les multiplier même artificiellement, la politique des grèves partielles, sont les principaux facteurs de ce manque actuel d'activité réelle de la classe ouvrière. Enfin, le dernier tournant du P.C., lâchant une campagne revendicative déjà bien modeste au profit de l'union sacrée avec « les Français quels qu'ils soient », qui sont contre la C.E.D. — et il s'agit clairement des partisans de De Gaulle et de Daladier — ce dernier tournant semble devoir porter le coup de grâce à toute offensive ouvrière pour les mois à venir.

Mais le calme n'est qu'apparent, le découragement passager et la résignation n'est pas prête de prendre la place de l'indignation et de la colère.

Seuls les sots et les prétentieux peuvent confondre le silence de la classe ouvrière et l'apathie ou la démission. Rien n'est plus complexe, plus inattendu, plus déconcertant parfois que les réactions ouvrières, que les manifestations de la lutte des classes. Qui prévoit, parmi nos pessimistes, l'énorme vague de mois d'août ? La défiance envers les réactions de la classe ouvrière, le défaitisme plus ou moins avoué, aiment prendre le masque du réalisme. Et de taxer notre « Libertaire » de démagogie lorsqu'il affirme qu'une situation révolutionnaire se développe. La position du « Libertaire » n'est insensée que pour ceux qui jugent petit, à la mesure de leur esprit, de leur dévouement, de leur courage, pour ceux qui ne voient les réactions de classe qu'à travers les petits côtés individuels des travailleurs, qui sont incapables de saisir le courant profond qui anime en réalité les mouvements de la classe ouvrière et qui n'apparaît au grand jour qu'en période révolutionnaire. Cette inconscience les fait se traîner lamentablement à la remorque des événements dans les attitudes les plus ridicules.

Pour nous, militants du Communisme Libertaire, qui savons que la classe ouvrière a des réactions propres, sans rapports avec la faiblesse ou les défauts individuels de ses composants, deux grandes évidences éclairent notre conviction révolutionnaire : d'une part l'état de crise du régime qui ne peut qu'accentuer les antagonismes de classes et renforcer l'exploitation et la misère, d'autre part les extraordinaires ressources d'énergie qui recèle le prolétariat. Et tôt ou tard, mais inexorablement, le conflit éclate.

Sans doute ne pouvons-nous lui assigner une date. Et nous n'affirmons pas que la prochaine bataille sera la dernière. Mais elle ne manquera pas de surgir et elle fera monter encore davantage le niveau de conscience des travailleurs.

Le calme d'aujourd'hui n'est que le calme avant l'orage. Le rendez-vous d'octobre est remis à plus tard.

D EPUIS plusieurs mois nous assistions à la tentative, par le P.C.F., du relancement d'une politique de collaboration de classe. Le mot d'ordre du Front National Uni était relancé, des articles y étaient consacrés dans la presse stalinienne. Mais cette tentative s'ébauchait dans l'incohérence, dans une contradiction permanente.

On a pu parler ainsi d'une crise interne du P.C.F. Marty, qui représentait la fraction gauchiste devait en être la victime. Mais l'incohérence persistait, les divergences entre les membres du bureau politique, incapables de saisir la ligne mouvante définie par le Kremlin, empêchaient l'application d'une ligne politique claire. Et le retour de Thorez, bien qu'encore malade, fut décidé. Il devait réaliser ce que les Duclos, Billoux, Mauvais, n'avaient pu faire : la collaboration avec la bourgeoisie et imposer cette collaboration à la classe ouvrière.

La réunion, à Drancy, du Comité Central du P.C.F., les 22 et 23 octobre 1953, donna le départ, enfin et tant souhaité par Duclos, à cette politique du Front National Uni, sous le prétexte de la lutte contre « les accords de Bonn et de Paris » qui redonna en Europe la prédominance à l'imperialisme allemand.

Il fallait en finir avec le fatiguer, les hésitations, les contradictions. Le Comité central devait être unanime sur cette politique. L'Humanité », qui a reproduit de nombreux photos de la salle où se tenait la session du Comité central, nous a permis de nous rendre compte comment fut levée l'unanimité des militants.

Alors qu'un Comité central doit être la réunion des cadres d'un parti où chacun vient avec sa raison et ses arguments, une mise en scène grandiose avec la présence du tabou Thorez, silencieux, devait fermer les bouches et permettre seulement aux mains de claquer pour l'approbation.

Le Bouddha Thorez fit le discours de clôture et prononça les paroles que l'on n'accepte que sorties de sa bouche : « Nous sommes prêts à faire l'alliance avec tous les Français — nous disons bien avec les Français quels qu'ils soient. »

L'attitude des directions du P.C.F. et de la C.G.T. pendant la grève quasi-générale du mois d'août est éclairée maintenant au plein jour. Le « laisser-faire », le « laisser-pourrir » de ces

directions pendant la grève a maintenant son explication. La direction du P.C.F. refusa la guerre de classes, il s'agissait, il s'agit toujours, de sacrifier les intérêts de la classe ouvrière au bénéfice des intérêts de la classe bourgeoisie et de l'intérêt, surtout de la caste bureaucratique du Kremlin.

Staline, qui fit l'innovante de cette politique, dans les pays européens, du Front National Uni, avait compris l'opposition d'une fraction importante de la bourgeoisie française à la politique impérialiste des Etats-Unis. Utiliser cette opposition bourgeois à son profit dans la lutte contre les U.S.A. fut son objectif et reste celui de ses successeurs. Pour cela, il fut décidé de liquider l'agitation sociale, de faire éclater le front de la classe ouvrière, car une offensive des

travailleurs, en semant la panique dans cette bourgeoisie, la rejeterait, bien qu'à contre-cœur, vers l'imperialisme américain.

Pour Staline et maintenant pour ses successeurs, la cause à défendre reste toujours, non la cause de la révolution mondiale, mais la défense de leur caste.

Cette fraction de la bourgeoisie opposée aux U.S.A. a compris l'utilité d'un Front National Uni avec les stalinians. Elle a compris que, pour le moment, le primordial c'était la liquidation de l'offensive ouvrière, contenue implicitement dans la proposition d'un Front National Uni. Elle a compris que la direction du P.C.F. lui proposait de l'aider pour le moment sur le front contre-révolutionnaire. C'est dans cette perspective, dans ce « jeu au plus ma-

lin » que cette bourgeoisie acceptera le Front unique, espérant bien en tirer tout le bénéfice.

L'impatience des stalinians à voir se réaliser ce front « ce front des Français », comme dit Thorez, les poussent à aller serrer la main et à se montrer satisfaisants de l'approbation de leur politique par Daladier et Hervier. Ils en sont à imposer à leurs militants l'admission devant Daladier leur bourreau, qui les jeta en prison en 1938. On voit aussi toute la faune de la gauche intellectuelle, les Bourdet auquel Thorez a consenti une déclaration pour son journal « L'Observateur », les Sartre, etc., se réjouir de cette politique ignoble, de cette politique de collaboration de classe.

Mais, pour consolider ce front de la bourgeoisie, contre l'imperialisme américain, c'est d'abord de cela qu'il s'agit pour la direction du P.C.F., il faut à tout prix désorganiser, démanteler, démolir le front de la classe ouvrière.

Aussi, l'aspect de la main tendue à toutes les tendances de la bourgeoisie impose l'autre aspect, celui du sectarisme pour éviter l'unité d'action entre les différentes tendances politiques où sont groupés les travailleurs. Ce n'est que calomnies, injures des « chargés d'articles » dans « l'Humanité » contre toutes les tendances politiques quelles qu'elles soient. Calomnies et injures d'ailleurs bien rendues par les autres partis, trop heureux de ce sectarisme.

L'alliance Thorez-Daladier-de Gaulle n'est pas encore réalisée. La difficulté ne réside pas tellement du côté de la bourgeoisie qui peut comprendre tout le bénéfice d'une telle opération. La difficulté réside du côté de la classe ouvrière.

Malgré leurs échecs successifs, les travailleurs ont acquis une grande expérience politique.

Il sera difficile de leur imposer le sacrifice de cette expérience, de leur René LUSTRE.

(Suite page 4, col. 5.)

Le seul mot d'ordre reste : classe contre classe

D EPUIS plusieurs mois nous assistions à la tentative, par le P.C.F., du relancement d'une politique de collaboration de classe. Le mot d'ordre du Front National Uni était relancé, des articles y étaient consacrés dans la presse stalinienne. Mais cette tentative s'ébauchait dans l'incohérence, dans une contradiction permanente.

On a pu parler ainsi d'une crise interne du P.C.F. Marty, qui représentait la fraction gauchiste devait en être la victime. Mais l'incohérence persistait, les divergences entre les membres du bureau politique, incapables de saisir la ligne mouvante définie par le Kremlin, empêchaient l'application d'une ligne politique claire. Et le retour de Thorez, bien qu'encore malade, fut décidé. Il devait réaliser ce que les Duclos, Billoux, Mauvais, n'avaient pu faire : la collaboration avec la bourgeoisie et imposer cette collaboration à la classe ouvrière.

La réunion, à Drancy, du Comité Central du P.C.F., les 22 et 23 octobre 1953, donna le départ, enfin et tant souhaité par Duclos, à cette politique du Front National Uni, sous le prétexte de la lutte contre « les accords de Bonn et de Paris » qui redonna en Europe la prédominance à l'imperialisme allemand.

Il fallait en finir avec le fatiguer, les hésitations, les contradictions. Le Comité central devait être unanime sur cette politique. L'Humanité », qui a reproduit de nombreux photos de la salle où se tenait la session du Comité central, nous a permis de nous rendre compte comment fut levée l'unanimité des militants.

E Palais-Bourbon vient d'approuver la politique indochinoise actuelle. Après avoir entendu discours du sire Laniel, admirable recueil d'affirmations ridicules et d'incohérences variées, l'assemblée a voté un ordre du jour assez prétentieux : développement des armées des Etats associés, aboutir à la pacification de l'Asie (après l'écrasement préalable de l'adversaire ou son dé-

couragement). Le débat est maintenant clos. La question est réglée. La monstrueuse tuerie va pouvoir continuer tout à son aise.

Cette décision est évidemment impopulaire. L'opinion publique devient de jour en jour plus hostile à la sale guerre. Mais le président du Conseil et ses collègues se moquent de ce que peut penser le peuple.

Il n'y a aucune raison de s'étonner d'une telle attitude chez nos gouvernements et nos députés. Ces êtres abjects sont logiques avec eux-mêmes. Ils restent parfaitement dans la stricte ligne de leur politique. Ils jouent très bien leur triste rôle. Trop d'intérêts sont là-bas en jeux pour pouvoir escamper, non pas le retrait du corps expéditionnaire, mais simplement l'engagement de pourparlers.

Il ne faut pas oublier que les combinaisons, les manitous de tous poils, de toutes nationalités y font leur beurre. Le trafic sur les pistes rapporte énormément. Les affaires plus ou moins louées en cours, les investissements de milliards s'épanouissent à la faveur de la guerre.

D'autre part, ce vote de l'Assemblée exprime clairement la soumission de plus en plus servile de Laniel et de sa clique vis-à-vis de Washington. La récente déclaration de Foster Dulles était, d'ailleurs, de nature à convaincre les gens récalcitrants du Palais-Bourbon. Le représen-

tant américain laisse fort bien entendre que les 380 millions fournis par le Plan Navarre doivent être utilisés et que le gouvernement, partisan de ces solutions, doit être maintenu. Les U.S.A. manifestent ainsi clairement leur volonté : unification occidentale, obéissance des satellites, renforcement de la politique d'intransigeance.

On comprend très bien que devant ces raisons majeures, la plupart de nos dignes représentants n'ont pas hésité une seconde. Il faut signaler cependant l'opposition d'un certain nombre de députés : les socialistes, une partie des radicaux, en particulier Daladier, d'une part, les Stalinians, d'autre part.

Les raisons des premiers sont en réalité de même nature que celles de leurs collègues.

Jean MASSON

(Suite page 2, col. 1.)

LA TUERIE VA CONTINUER en Indochine

E Palais-Bourbon vient d'approuver la politique indochinoise actuelle. Après avoir entendu discours du sire Laniel, admirable recueil d'affirmations ridicules et d'incohérences variées, l'assemblée a voté un ordre du jour assez prétentieux : développement des armées des Etats associés, aboutir à la pacification de l'Asie (après l'écrasement préalable de l'adversaire ou son dé-

couragement). Le débat est maintenant clos. La question est réglée. La monstrueuse tuerie va pouvoir continuer tout à son aise.

Cette décision est évidemment impopulaire. L'opinion publique devient de jour en jour plus hostile à la sale guerre. Mais le président du Conseil et ses collègues se moquent de ce que peut penser le peuple.

Il n'y a aucune raison de s'étonner d'une telle attitude chez nos gouvernements et nos députés. Ces êtres abjects sont logiques avec eux-mêmes. Ils restent parfaitement dans la stricte ligne de leur politique. Ils jouent très bien leur triste rôle. Trop d'intérêts sont là-bas en jeux pour pouvoir escamper, non pas le retrait du corps expéditionnaire, mais simplement l'engagement de pourparlers.

Il ne faut pas oublier que les combinaisons, les manitous de tous poils, de toutes nationalités y font leur beurre. Le trafic sur les pistes rapporte énormément. Les affaires plus ou moins louées en cours, les investissements de milliards s'épanouissent à la faveur de la guerre.

D'autre part, ce vote de l'Assemblée exprime clairement la soumission de plus en plus servile de Laniel et de sa clique vis-à-vis de Washington. La récente déclaration de Foster Dulles était, d'ailleurs,

de nature à convaincre les gens récalcitrants du Palais-Bourbon. Le représen-

tant américain laisse fort bien entendre que les 380 millions fournis par le Plan Navarre doivent être utilisés et que le gouvernement, partisan de ces solutions, doit être maintenu. Les U.S.A. manifestent ainsi clairement leur volonté : unification occidentale, obéissance des satellites, renforcement de la politique d'intransigeance.

On comprend très bien que devant ces raisons majeures, la plupart de nos dignes représentants n'ont pas hésité une seconde. Il faut signaler cependant l'opposition d'un certain nombre de députés : les socialistes, une partie des radicaux, en particulier Daladier, d'une part, les Stalinians, d'autre part.

Les raisons des premiers sont en réalité de même nature que celles de leurs collègues.

Quel est le camarade qui ne dispose pas de 100 fr., de 50 fr., de 25 fr. ? Et ces 100 fr., ces 50 fr., ces 25 fr. envoyés par tous les lecteurs du LIBERTAIRE, dont par milliers, forgeront les armes de notre victoire.

Devant cette situation intolérable, que faire, camarade ? La solution est d'une simplicité extrême et c'est pourquoi nous n'avons pas encore perdu et nous ne perdons pas la bataille.

Avec tous notre LIBERTAIRE tiendra.

Vous qui achetez LE LIBERTAIRE parce que vous êtes persuadés de la nécessité de la lutte révolutionnaire et que LE LIBERTAIRE est une arme efficace de cette lutte, vous devez prendre conscience de cette réalité : la contre-révolution de toute nature rend chaque jour plus difficile, plus précaire, étouffe chaque jour un peu plus tous par les moyens à sa disposition les journaux qu'elle ne subventionne pas.

Devant cette situation intolérable, que faire, camarade ? La solution est d'une simplicité extrême et c'est pourquoi nous n'avons pas encore perdu et nous ne perdons pas la bataille.

Et ces 100 fr., ces 50 fr., ces 25 fr. envoyés par tous les lecteurs du LIBERTAIRE, dont par milliers, forgeront les armes de notre victoire.

De nombreux camarades nous compris cela. Depuis la semaine dernière les mandats nous parviennent. Nous communiquons cette semaine la première partie des souscriptions requises. Nous tenons à remercier particulièrement notre camarade Deleuze, d'Afrique du Nord, qui nous a envoyé 50.000 fr.

Avec tous notre LIBERTAIRE tiendra.

Vous qui achetez LE LIBERTAIRE parce que vous êtes persuadés de la nécessité de la lutte révolutionnaire et que LE LIBERTAIRE est une arme efficace de cette lutte, vous devez prendre conscience de cette réalité : la contre-révolution de toute nature rend chaque jour plus difficile, plus précaire, étouffe chaque jour un peu plus tous par les moyens à sa disposition les journaux qu'elle ne subventionne pas.

Devant cette situation intolérable, que faire, camarade ? La solution est d'une simplicité extrême et c'est pourquoi nous n'avons pas encore perdu et nous ne perdons pas la bataille.

Et ces 100 fr., ces 50 fr., ces 25 fr. envoyés par tous les lecteurs du LIBERTAIRE, dont par milliers, forgeront les armes de notre victoire.

De nombreux camarades nous compris cela. Depuis la semaine dernière les mandats nous parviennent. Nous communiquons cette semaine la première partie des souscriptions requises. Nous tenons à remercier particulièrement notre camarade Deleuze, d'Afrique du Nord, qui nous a envoyé 50.000 fr.

Avec tous notre LIBERTAIRE tiendra.

Vous qui achetez LE LIBERTAIRE parce que vous êtes persuadés de la nécessité de la lutte révolutionnaire et que LE LIBERTAIRE est une arme efficace de cette lutte, vous devez prendre conscience de cette réalité : la contre-révolution de toute nature rend chaque jour plus difficile, plus précaire, étouffe chaque jour un peu plus tous par les moyens à sa disposition les journaux qu'elle ne subventionne pas.

Devant cette situation intolérable, que faire, camarade ? La solution est d'une simplicité extrême et c'est pourquoi nous n'avons pas encore perdu et nous ne perdons pas la bataille.

L'Europe : ENTREPRISE AMERICAINE

A l'origine de la question européenne six nations continentales ont conclu entre elles deux formes d'association : Le pool charbon-acier en cours d'exécution et l'armée européenne encore en discussion.

A partir de ces deux traités, les six ont ensuite entrepris de jeter les bases d'une communauté politique, comportant un parlement et un gouvernement communs. La question s'est alors posée de savoir si cette nouvelle communauté englobera l'Union Française tout entière, ou simplement la France Continentale.

Il est incontestable que l'imperialisme américain tire les ficelles des marionnettes que sont les politiciens européens au pouvoir. L'histoire de l'Europe fait partie de l'histoire de « la guerre froide ». Si les projets américains concernant l'Europe sont réalisés, c'est la classe ouvrière qui en subira les conséquences ; c'est elle qui patra la note et la bourgeoisie internationale en sortira plus forte. Les dangers de guerre auront augmenté.

Un certain nombre de problèmes se posent donc à ce sujet. Nous les aborderons ici en essayant chaque fois d'informer d'abord. Ces problèmes sont parfois brumeux à souhait ! Mais n'est-ce pas dans la pénombre qu'on prépare les mauvais coups ?

I. Sympathie, profit et guerre froide

Ce que les Américains appellent « défense du monde libre contre l'agression soviétique », « sympathie du peuple américain à l'égard des autres peuples libres » n'est en fait qu'une tentative du capitalisme international pour renforcer l'exploitation du prolétariat et pour jouer plus complètement des avantages et des possibilités de l'Europe. La main-d'œuvre qualifiée et les installations industrielles présentes et à venir des pays européens sont indispensables aux Etats-Unis s'ils veulent conserver leur supériorité économique momentanée (cette supériorité est uniquement utilisée — faut-il le répéter — pour la fabrication de matériel de guerre). L'acier et le charbon « sont le muscle et le nerf de la guerre ». On a commencé donc par faire le pool charbon-acier au profit des fauteurs de guerre. Les U.S.A. et l'Europe produisent ensemble trois fois plus d'acier, deux fois plus de charbon que le bloc soviétique, Chine populaire comprise.

Si l'Europe passait dans l'orbite soviétique, cette situation serait renversée du jour au lendemain. Sur le plan économique les Américains seraient battus et bientôt battus militairement. Ils auraient d'ailleurs rapidement chez eux une crise économique sans précédent. En vue de forcer l'Europe à travailler de plus en plus pour la guerre au détriment du niveau de vie de la classe ouvrière, le programme de Sécurité Mutualiste a été mis au point. C'est un assermentation politique et économique.

Politiquement, les imperialistes américains mettent au point un système de coopération intergouvernementale ou supragouvernementale capable d'instaurer sur tout le territoire européen une répression terrible dirigée contre toutes les forces révolutionnaires.

Les gouvernements français qui se succèdent ces temps-ci sont dans la ligne et l'on peut penser que la réforme administrative qui place les fonctionnaires sous le contrôle des préfets est une manifestation de ce phénomène.

Economiquement ce programme cherche à accélérer la production et la productivité en employant des procédés d'outre-Atlantique. Il cherche aussi à établir un mar-

ché européen unique au grand profit du capitalisme.

En dehors des pays de l'O.T.A.N., l'effort des Américains, dans le même sens, porte sur l'Espagne, la Yougoslavie, l'Autriche et surtout l'Allemagne qui remporte toutes les faveurs aujourd'hui.

II. La préparation de la guerre chez nous

Il est évident que c'est cette préparation-là qui nous intéresse avant tout. C'est contre elle que nous devons d'abord lutter.

a) L'O.T.A.N.

L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) est présentée par les Américains comme un élément indispensable « de la structure défensive du monde libre ». Elle regroupe les quatorze nations les plus industrialisées de l'Europe. Elle met au point un programme qui permet aux Etats-Unis d'écouler à bon compte finalement — puisque notre colonisation en est le prix — leur surplus de production et ainsi d'éviter une crise de surproduction très grave qui risquerait cette fois de saper sérieusement le régime d'exploitation.

Les derniers accords pour 1953-54 font ressortir un fait particulier. L'accident, au lieu d'être placé sur l'augmentation numérique des forces, comme c'était le cas précédemment, a été mis sur l'amélioration qualitative du point de vue de « l'efficacité combative ». On a décidé d'améliorer le matériel et « l'infrastructure », c'est-à-dire le réseau des installations militaires (aérodromes, ravitaillage en carburant, télécommunications, installations navales).

Evidemment ce sont les techniciens américains qui mettent tout cela au point et « l'infrastructure » leur appartient. C'est le prolétariat des quatorze pays membres qui

paie car sur les 1.300.000.000 de dollars qui sont prévus pour ces installations, les Etats-Unis ne donneront que 470 millions de dollars, soit 36 %. Le reste est pris dans la poche des travailleurs sous forme d'impôts, comme si la guerre d'Indochine ne suffisait pas !

Remarquons que les 470 millions de dollars engagés « dans l'affaire » par les Américains constituent pour le capitalisme de l'argent volé bien placé puisqu'il permet un écoulement du matériel de guerre et limite le chômage, facteur de troubles sociaux.

Pendant les douze mois qui ont pris fin en juin 1953, les dépenses européennes de l'O.T.A.N. pour la production de matériel lourd (avions, canons, chars de combat, munitions, bateaux) ont dépassé 3 milliards de dollars. Ce niveau représente quatre fois celui des dépenses pour la production de guerre avant le conflit coréen.

On court à la catastrophe !

b) LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE DEFENSE (C.E.D.)

Il s'agit à l'origine d'une proposition américaine (comme toujours) datant de 1950, de réunir l'Allemagne de l'Ouest « dans le but de défendre le monde libre ».

L'imperialisme américain est géné, car l'Allemagne ne figure pas dans les pays membres de l'O.T.A.N. Comment faire pour l'intégrer à la communauté européenne civile et militaire ? Par l'intermédiaire de la C.E.D. qui, elle, englobera cette Allemagne si riche en possibilités !

Il est certain que lutter contre la constitution de cette C.E.D. c'est contrarier les projets de l'imperialisme américain, c'est lutter classe contre classe. Au lieu de mettre en avant un patriotisme désuet et dépassé comme le font les partis communistes, nous plaçons ce combat au cœur du combat prolétarien international contre le capitalisme. Nous disons : « Lutter contre l'O.T.A.N. et la C.E.D. c'est gêner l'imperialisme américain, c'est la seule manière de lutter contre la guerre. »

Les discussions parlementaires au sujet de la C.E.D. vont commencer dans les différents pays de l'O.T.A.N. En Allemagne, le traité est déjà ratifié par les deux Chambres, MM. Dulles, secrétaire d'Etat américain et Stassen, directeur de la Sécurité Mutualiste, viennent d'effectuer un voyage en Europe pour donner leurs ordres aux différents gouvernements. David Bruce vient d'être nommé représentant des Etats-Unis auprès de la communauté des six nations. Il « représente » aussi son pays auprès de la communauté charbon-acier et, en outre, il remplira le rôle « d'observateur du président » pour les questions concernant la C.E.D. et la Communauté politique européenne encore en projet. C'est lui qui va maintenir faire respecter les ordres de Washington en Europe. C'est ce David Bruce le grand chef de l'Europe.

En mars et avril, on se souvient d'ailleurs que les dirigeants des divers pays de la C.E.D. se sont rendus auprès du président américain pour recevoir les ordres plus directement.

III. LA VICTOIRE DE NOTRE CAPITALISME (?)

a) LES CONFÉRENCES ÉCONOMIQUES

Le capitalisme américain et notre propre capitalisme tiennent régulièrement des conférences communes. On n'a pas été sans remarquer, dans les milieux financiers, les résultats encourageants pour les exploitants, du pool charbon-acier. On voudrait étendre la méthode à toutes les autres branches de l'activité industrielle, voire agricole. Les Américains mènent la barque ; nos exploitants marchent avec eux puisqu'ils en profitent et qu'une seule chose les intéresse dans la constitution de l'Europe : le profit ! Les méthodes américaines de productivité, d'intégration ouvrière se répandront.

b) LE PLAN DE REPRESION

La « chasse aux rouges » s'organise en Europe comme elle s'est organisée aux Etats-Unis. Les plans de répression américain et européen sont les mêmes. Le mot d'ordre est : « Mac Carthysme partout ! »

Tous les révolutionnaires sont visés, tous ceux qui d'une manière générale voient clair et essaient de réagir !

Voici à ce sujet un passage un peu long peut-être mais d'une éloquence franchise et qui met bien en valeur les prétentions et les vies américaines. Ce texte a été publié par les services américains d'information (brochure réservée à la presse) en octobre 1953 :

« À l'heure actuelle, la puissance communiste dans les pays d'Europe occidentale, recevant l'aide des Etats-Unis, est considérablement minée depuis les années qui suivent immédiatement la guerre. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, le parti communiste n'est pas représenté au Parlement, il a conservé quelques sièges dans les législatures électorales et locales, et joue un rôle insignifiant dans le mouvement des Trade-Unions. En Allemagne occidentale, les voix communistes ne représentent plus que 4 % du corps électoral, et l'influence du parti dans les af-

faires syndicales est relativement sans importance dans les pays du nord de l'Europe où, dans certains, le nombre des membres du parti, la représentation parlementaire et l'influence dans les syndicats ont également diminué de façon substantielle. En France et en Italie, pour contre les récents événements politiques, il n'y a pas très nombreux les plus puissants du monde libre, et les communistes ont en grande partie conservé leur puissance électorale. » Il faut se souvenir néanmoins que le résultat des votes communautaires en France et en Italie sont des votes de protestation contre des conditions de vie non satisfaisantes et des mesures politiques impopulaires. En fait, le nombre des voix communautaires pourraient continuer à diminuer dans les prochaines années.

» Il faut également rappeler que les communistes pourront compter sur un important soutien populaire, la stabilité et l'efficacité des gouvernements, et que les partis communistes peuvent être très puissants dans les pays extérieurs.

» Il faut également rappeler que les communistes pourront compter sur l'importance du principe énoncé par le secrétaire d'Etat, M. Dulles, en ce qui concerne la maintenance d'un équilibre réaliste entre les efforts militaires et les possibilités économiques.

» Les progrès de l'Europe vers l'unification économique et la fédération politique sont des éléments essentiels car ils contribuent à accroître sa force, et la puissance de l'Europe dans l'intégration européenne.

» Le mouvement vers l'unité européenne cherche à supprimer les barrières économiques nationales pour que les échanges commerciaux et le commerce mondial puissent être facilités.

» Tant au sein de l'O.T.A.N. que de l'O.E.C.E., on a procédé à une étude mutuelle intensive des capacités et des potentialités économiques nationales. On a constaté des signes de plus en plus évidents de la volonté de procéder à des rajustements politiques, à la lumière des besoins communs dans des questions qui ont été traditionnellement considérées comme nationales. Au sein de l'O.T.A.N., le processus de l'étude mutuelle des programmes en vue d'une harmonisation des politiques nationales est développé par la Revue Annuelle et les échanges de vues sur les problèmes politiques courants d'intérêt commun. Un autre exemple de coopération réalisée grâce

à l'O.T.A.N. est le travail de l'état-major international de l'O.T.A.N. sur la coordination du programme de production pour la défense. »

c) LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Les capitalistes français sont en difficulté dans plusieurs territoires d'outre-mer et notamment en Afrique du Nord où les partis nationalistes leur mènent la vie dure. Tout naturellement ils ont pensé que les frères américains pouvaient les aider efficacement : ceux-ci avaient d'ailleurs devancé l'appel. Le chemin de l'Europe passe par l'Afrique si riche en possibilités.

La guerre d'Indochine est une guerre américaine payée par les ouvriers français.

Au cours de l'exercice fiscal 1953, l'équivalent de 14.200.000 dollars provenant de la part des Etats-Unis en fonds de contrepartie a été réservé à des programmes de développement de matériaux de base. 692.000 dollars ont servi à l'envoi d'une aide technique dans les territoires de l'Union française et surtout en Afrique.

C'est dire que l'imperialisme américain est déjà bien installé outre-mer.

IV. EUROPE : ENTREPRISE AMERICAINE

Les émissions de brouillard artificiel, convenant aux entreprises guerrières, on semble avoir décidé de ce qui se rapporte aux questions européennes. Nous avons essayé d'y voir un peu clair. En résumé l'Europe (que ce soit l'O.T.A.N., la C.E.D., le pool charbon-acier, la communauté politique) est une entreprise américaine au service d'un capitalisme meurtrier.

L'Europe se fait sur le dos des travailleurs. « Un seul peuvent réagir efficacement ; ils l'ont fait au moins d'abord, ils prennent conscience de la gravité des événements présents. C'est notre grand espoir.

Michel MALLA.

La tuerie va continuer en Indochine

(Suite de la première page)

collègues qui ont approuvé : la guerre coûteuse, nécessité d'une défense plus poussée de la Métropole, fortification du Pacte Atlantique, et n'oublions pas la propagande électorale. Autrement dit : protection d'intérêts particuliers frustrés et désir de renforcement du bloc occidental. L'attitude des seconds leur est dictée par le Kremlin, pour qui la négociation peut seule offrir des avantages dans le Sud-Est asiatique. La négociation, seule solution que préconise le P.C., est une trahison manifeste à l'égard du peuple vietnamien. Trahison qui nous paraît d'autant plus odieuse, si l'on examine avec attention la situation actuelle en Indochine.

En effet, négocier ce serait refuser de voir la conduite ignoble du corps expéditionnaire, ce serait ne pas vouloir comprendre l'état d'esprit du peuple indochinois et saboter la lutte héroïque des partisans.

La bande des mercenaires, la horde des soudards à gages, qu'on désigne sous le vocable d'armée franco-vietnamienne, a pour mission la préservation des intérêts des capitalistes internationaux, et cela par tous les moyens. Le pillage, le vol, la torture ont la préférence. Administrable conduits par les brutes galonnées, nos bandits font à merveille leur sale boulot. Les bonnes gens de France se sont beaucoup scandalisés sur le massacre d'Oradour. Mais les salopards aux bâtons rouges, la racaille de la Légion n'ont rien à envier aux SS. Ils pourraient même, en mainte occasion, en remontrer à leurs illustres prédecesseurs. C'est, en effet, tous les jours qu'Oradour

se renouvelle en Indochine, c'est tous les jours qu'on brûle vivants des enfants, qu'on viole des femmes, qu'on massacre des vieillards, qu'on torture et qu'on tue des hommes. C'est tous les jours que les commandos à la Vandenberghe accomplissent leurs sinistres exploits. L'on ne sera nullement surpris lorsque les comédiens du Palais-Bourbon rendront un solennel hommage aux farouches de ces rebuts de l'humanité.

La situation de ces troupes n'est d'ailleurs guère brillante. Acculées dans le secteur d'Hanoï par les réguliers d'Ho Chi Minh, elles sont harcelées par les innombrables partisans. Le plan Navarre, qui doit réduire à néant l'adversaire n'est qu'un bluff. Les opérations « Brochet », « Mouette », « Marionnette » ne donnent que de vains résultats. Elles permettent néanmoins de remettre les communiqués, de montrer ainsi que les milliards fournis par Washington servent à quelque chose et également de distraire un peu les hommes par quelque bon massacre de paysans vietnamiens.

Si l'on se réfère au discours de Lanvin, on apprendra que c'est une civilisation supérieure (sic), que c'est la liberté (resic) en Asie que la France défend là-bas. Les Indochinois ont, parallèlement, confiance dans notre parole (!) et ils sont prêts à nous soutenir et à nous suivre. Voyons un peu en quoi consiste ce soutien dont on nous parle tant.

Les louches mercantis, l'entourage vénérable de Bao Dai, empereur des boîtes de nuit, les bureaucraties parasites, la canaille que l'on paye grassement pour toutes les sales besognes sont, pour

l'instant, en accord avec la politique française. Les classes moyennes, nationalistes, n'ont pour la domination coloniale que défiance et très souvent hostilité. La meilleure preuve est l'incartade du Congrès de Saigon, composé pourtant de membres triés sur le volet. La majorité de ses députés a déclaré l'indépendance du Vietnam à l'égard de la France. Cette attitude est inconsciente, certes, mais elle est l'expression de l'appui très restreint, sinon nul que les occupants peuvent trouver.

Quant à la fameuse armée nationale vietnamienne, elle est totalement incapable d'assurer la relève pour la grande raison qu'elle n'existe pas. L'état-major a été contraint de faire appel récemment à neuf bataillons de la MRC. Ces derniers sont incapables d'assurer la relève pour la grande raison qu'ils n'existent pas.

Face aux troupes françaises et aux éléments réfractaires, le prolétariat, le rôle historique qu'il a à jouer. Sa volonté d'écraser les oppresseurs est inébranlable. Les partisans issus des rizières se battent pour sortir de la misère, de la famine, de l'odissea exécutive à laquelle ils sont soumis et ne sont nullement disposés à se détourner (comme l'affirme Lanvin).

A côté de la résistance populaire et clandestine, combat l'armée officielle d'Ho Chi Minh. Ce dernier est pris littéralement entre deux feux. Sa liaison avec la Chine et l'U.R.S.S. l'incline vers une attitude plus conciliatrice à l'égard de ses adversaires et le pousse à la constitution d'une « démocratie » bureaucratique. Mais le courant populaire, qui ne veut que son émancipation, qui comprend que la négociation laissera subsister la misère et l'oppression, l'entraîne vers la lutte à outrance. Il se trouve malgré lui le représentant des aspirations du peuple vietnamien.

Notre rôle à nous, communistes libertaires, est de pousser toujours plus avant le prolétariat indochinois dans le voie qu'il a prise.

C'est par la seulement qu'il parviendra à sa libération définitive et à son triomphe. Mais nous devons avant tout l'avertir d'un danger : celui d'abandonner, après la défaite de l'armée officielle, les forces coloniales et réactionnaires, en faveur d'un nouveau régime.

Les travailleurs français doivent reconnaître dans ce combat de leurs frères indochinois leur propre combat.

Comme eux, ils ont le même ennemi à supprimer : la plante oppressive qu'est le capitalisme ; comme eux, ils n'ont qu'un but, qu'une aspiration : l'accomplissement de leur Révolution, la Révolution sociale.

Le scandale du krach du C.M.B. n'est que la suite logique de la complicité de tous les partis politiques et surtout de leur duplicité. Les portes de sortie que se sont réservées certaines hautes personnalités ne doivent pas permettre de les écarter d'une responsabilité totale, collective.

Nous verrons dans un prochain article d'où viennent ces responsabilités, si le crédit différé est véritablement une source d'escroquerie et l'Etat le seul responsable en tant qu'organisme

La paysannerie et la révolution

Importance du problème en France

LES « journées des barricades », encadrées par les associations paysannes de diverses régions de France, si elles ne mirent en aucun cas le régime et l'Etat en danger, rappelèrent l'attention sur l'aspect fondamental de la structure

économique et sociale de ce pays. Structure qui, en plein vingtième siècle, apparaît comme singulièrement archaïque et sclérosée en regard de celle des autres pays industriels comme le Royaume-Uni, les U.S.A. ou l'Allemagne.

Nombre de personnes occupées dans les différentes branches de l'économie (en millions)

	France	Royaume-Uni	Allemagne	U.S.A.
Production agricole	7,5	1,25	5,6	9
Production industrielle et transports	7,3	11,5	7,4	20,5
Commerce et divers	5,7	8,5	6	23,5
Population active totale	20,5	21,25	19	53

Tant que le nombre de personnes vivant de l'agriculture sera aussi nettement supérieur à celui des personnes vivant de l'industrie et des branches annexes, on pourra dire que par son ampleur, le problème paysan restera le problème social le plus important en France tant du point de vue du progrès économique que d'un point de vue révolutionnaire.

La paysannerie est-elle révolutionnaire ou contre révolutionnaire

Alors que les soulèvements paysans furent nombreux au cours de l'histoire (Jacqueries en France, guerre des paysans en Allemagne, révolte de Stenka Razine et Pougatcheff en Russie, mouvement des Taillages en Chine, etc.), il ne toucheront le plus souvent que des nations non encore parvenues à un stade de développement industriel avancé. Par contre, dans les pays où la classe ouvrière en se développant prenait conscience de ses possibilités révolutionnaires, ce fut la préoccupation constante du pouvoir bourgeois qui d'opposa aux masses ouvrières progressistes des masses payssaines prétendues conservatrices.

Ainsi en 1871, face aux communies de Paris, de Lyon et de Marseille, la classe dirigeante maintint son contrôle des campagnes où elle se réplia, fit ses réserves et recrute ses soldats.

Ainsi depuis le début du siècle voit-on dans les pays d'Europe orientale, centrale et nordique, se dresser à côté des partis ouvriers, les partis agrariens qui sous prétexte de représenter comme les premiers les intérêts économiques d'une autre classe laborieuse, se font l'instrument, plus ou moins avoué de la réaction. De même que la contre-révolution servie notamment par les Gardes-blancs Mannerheim en Finlande, Pilsudski en Pologne, Horst en Hongrie écrasait le prolétariat et créait les états du « cordon sanitaire » autour de la Russie. De même tentait-elle de coordonner par-dessus les frontières le rôle réactionnaire, les partis agrariens, rempart du capitalisme contre la marée révolutionnaire qui gagnait l'Europe. C'est l'internationalisation verte qu'en tenta d'opposer aux internationales rouges.

Alors que les unes devenaient le jouet des bureaucraties social-démocrates et bolcheviques, l'autre devenait celui de la bourgeoisie.

Si l'opération de mystification à grande échelle mêlée spectaculairement (mais sans efficacité) aux dépend de quelques feodaux terriens réussit à séparer le combat paysan du combat ouvrier et révolutionnaire dans certains pays d'Europe danubienne pendant l'entre-deux guerre et continue encore dans les pays scandinaves et en Finlande, il n'en fut pas de même en France. Alors que là-bas les suffrages paysans conférèrent au moins un tiers des sièges aux agrariens, ici le parti « paysan », de création récente, est plus que minoritaire et dans nombre de ses fiefs, il n'obtient que les voix des gros exploitants, des marchands de bestiaux ou de la bourgeoisie des petites villes, c'est-à-dire tous les parasites de la production agricole. (La cause de cela doit être cherchée dans la tradition progressiste de nombreuses régions de petits propriétaires et d'ouvriers agricoles, particulièrement dans le midi de la France). La bourgeoisie française s'est révélée aussi incapable de rassembler la paysannerie en une formation politique qui précise la question fut à diverses reprises débattue dans la grande presse (l'an dernier) que de se rassembler elle-même en un parti bourgeois comme en Angleterre par exemple. Elle pousse en effet à un degré rare l'absence de conscience collective unique, qui caractérise toute communauté capitaliste.

L'encadrement par la bourgeoisie

Néanmoins, ce qu'elle ne parvint à obtenir sur le plan parlementaire, la classe dirigeante l'a partiellement réussi sur le plan syndical. Par le moyen de la C.G.A. (Confédération

appartenant celles-ci aux entreprises industrielles.

La grande exploitation — ce qui ne veut pas dire la grande propriété — s'impose de plus en plus comme l'unité de production de notre temps. Or la France est encore — mis à part le bassin parisien — un pays de petites exploitations. Le processus de concentration la gagne petit à petit, aidé par une évolution sociale de plus en plus révolutionnaire car cette concentration opère dans les rupes des régions au profit des très gros propriétaires qui amènent les plus petits soit à la misère soit à la situation d'ouvriers agricoles, et, enfin, car cette concentration ne réclame que le travail de quelques mécaniciens sur des domaines où vivaient de nombreuses familles, mettent-elles à même de solliciter de l'industrie un emploi que le capitalisme est bien en peine de lui procurer dans la conjoncture actuelle.

Expérience propre des paysans alliés aux ouvriers

Le côté peu spectaculaire du problème paysan et la lenteur des solutions qu'il appelle ne doivent pas faire oublier qu'il est un aspect fondamental de la crise de structure du régime économique français. Le sentiment d'solidarité entre les classes ouvrière et paysanne ne peut qu'être développé dans la perspective d'une révolution qui libérera l'une et l'autre de la même classe d'exploiteurs et des mêmes servitudes. D'ailleurs, la similitude et la concordance des réactions ouvrières et paysannes sont symptomatiques devant la politique du gouvernement. La révolution qui sous prétexte d'un assaut nécessaire frappe les agriculteurs véritablement alors qu'elle laisse tous ses priviléges à une classe pléthorique d'intermédiaires et de parasites, détenteurs de la grosse production et du réseau de distribution, qui s'opposent entre la production et la consommation.

La classe paysanne des ouvriers agricoles du Nord comme des petits exploitants du Midi aux prises avec les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie commercante, est l'allée naturelle du prolétariat ouvrier. Tout relâchement des liens qui les unissent l'une à l'autre ne peut en dernier ressort qu'allonger le sursis que le capitalisme s'est accordé en les maintenant séparées.

La paysannerie est, de son nombré qui en fait l'égal en France depuis le XVIII jusqu'à nos jours, à celle qui occupe le territoire et gère un secteur vital de la production, une masse sociale de poids qui influe profondément dans toute évolution économique et sociale, politique et militaire de ce pays.

Masse conservatrice ou masse révolutionnaire, sa participation aux bouleversements éventuels peut être décisive et incliner l'équilibre des forces dans un sens ou dans l'autre. Qu'il soit positif ou négatif son rôle ne peut être négligeable.

Les expériences de la Makhnovitchina, de l'Ukraine et des collectivités rurales en Espagne montrent qu'il appelle la révolution pour trouver dans les campagnes et comment la paysannerie si elle prend conscience d'elle-même, est loin d'être un frein, est un moteur puissant de l'évolution.

Il faut signaler aussi que le rôle des classes paysannes exploitées n'est pas d'être l'infanterie ou la réserve de la révolution mais qu'elles peuvent en constituer l'avant-garde. Tant que les classes paysannes n'ont pas rejoint la classe ouvrière dans le combat, celui-ci est incertain et si elles sont numériquement prépondérantes, il est gravement compromis. C'est ce qu'avaient compris les révolutionnaires russes après la révolution de 1905 au cours de laquelle seules pratiquement les régions industrielles avaient bougé. A partir de ce moment ils s'efforceront de gagner les paysans à la cause commune du prolétariat. L'alliance de la classe ouvrière avec la classe paysanne (de même qu'avec les minorités opprimées) était la condition préalable du succès.

L'histoire des dix dernières années a confirmé ceci en montrant que le succès partiel de nombreuses révoltes armées-impérialistes fut grâce par la participation massive de la paysannerie. En Yougoslavie, au Vietnam, en Indochine n'existaient qu'un prolétariat industriel très peu développé à côté d'un paysan énorme. En Chine également les ouvriers d'industrie ne représentent qu'environ 1% de la population et si Mao Tse-Tung voit en eux « la force fondamentale de la révolution » il considère les paysans pauvres et les travailleurs agricoles comme « la force la plus solide de la révolution ».

Mais le rôle des classes paysannes n'est pas à considérer uniquement dans la période d'assaut de la révolution mais aussi et finalement dans celle de la gestion et de l'organisation

de la production. C'est une constatation qui n'a pas peu gêné les héritiers de la révolution russe que de voir le rythme de développement économique rural progresser beaucoup plus lentement que celui de la production industrielle. C'est pour briser cette résistance qui faisait gripper le moteur économique stalinien que furent lancées au cours du second plan quinquennal les offensives coercitives les plus dures du régime. C'est enfin pour amener à composition les masses paysannes que l'Etat post-stalinien s'ouvre par les mesures de politique agricole énoncées par Khroutchev en septembre dernier.

Dans la plupart des pays du monde, avant comme pendant la révolution, il faut compter avec une classe paysanne largement majoritaire (comme dans les pays sous développés) ou simplement très nombreux (comme en France par exemple). Cela pose des problèmes très importants pour l'avenir, et qu'il faut affronter dès maintenant, car on ne peut attendre que la classe paysanne ait « fondu » partout comme elle a fondu déjà en Grande-Bretagne par exemple. A ce compte-là il faudrait peut-être des siècles et certainement beaucoup de souffrances et d'exploitation renforcées avant qu'elle ait disparu en tant que force sociale très importante.

Le prolétariat ouvrier digère peu à peu le prolétariat agricole chassé des campagnes par le progrès, cependant cette évolution est lente et progressive suivant les classes ouvrière et paysanne ne peut qu'être développée dans la perspective d'une révolution qui libérera l'une et l'autre de la même classe d'exploiteurs et des mêmes servitudes. D'ailleurs, la similitude et la concordance des réactions ouvrières et paysannes sont symptomatiques devant la politique du gouvernement. La révolution qui sous prétexte d'un assaut nécessaire frappe les agriculteurs véritablement alors qu'elle laisse tous ses priviléges à une classe pléthorique d'intermédiaires et de parasites, détenteurs de la grosse production et du réseau de distribution, qui s'opposent entre la production et la consommation.

La classe paysanne des ouvriers agricoles du Nord comme des petits exploitants du Midi aux prises avec les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie commercante, est l'allée naturelle du prolétariat ouvrier. Tout relâchement des liens qui les unissent l'une à l'autre ne peut en dernier ressort qu'allonger le sursis que le capitalisme s'est accordé en les maintenant séparées.

La paysannerie est, de son nombré qui en fait l'égal en France depuis

le XVIII jusqu'à nos jours, à celle qui occupe le territoire et gère un secteur vital de la production, une masse sociale de poids qui influe profondément dans toute évolution économique et sociale, politique et militaire de ce pays.

M. GILLOIS reprend à son compte

l'expérience de Diogène à une heure où les lampistes diurnes ont soufflé leur petite flamme désespérante. Je n'ai donc pas écouté cette émission, mais je gage que l'appel lancé par Diogène 53 vers tous les horizons de la planète « abutira à des paroles » entre elles soit intégrée à la classe ouvrière qui transforme la ferme en usine de produits agricoles, le village en agroville, le paysan en ouvrier. Sur cette voie la classe paysanne a son expérience propre à effectuer et elle ne peut pas plus recevoir de leçon de l'extérieur que la classe ouvrière de n'importe qui.

J. PRESLY.

(1) Ce qui n'empêche que son niveau de vie peut souvent être, d'une façon permanente, généralement très bas, bien inférieur à celui des classes moyennes et souvent même de la classe ouvrière, malgré les préjugés répandus à l'encontre de ce fait par une habile propagande bourgeoise destinée à dresser le citadin contre le paysan.

Cela dit, on se prend à songer au formidable travail de désarbitrage qu'un réalisateur type Clouzot, touchant un large auditoire, pourrait faire avec un film traitant RELELLEMENT du fait social. Parce que là, pas d'accord, pour nous le film n'est pas cette « terreur » anticapitaliste et tout dont certains, confondant violence et perte de position, nous avaient parlé ! Bien sûr, nous savons que Clouzot ne s'est jamais proclamé révolutionnaire; certes, nous n'ignorons pas les énormes difficultés qu'un réalisateur courageux rencontre auprès d'une censure chaque jour plus intransigeante et stupide et nous reconnaissions le fait qu'un Clouzot par exemple s'est vraiment refusé deux sujets de films jugés « tendancieux » par les fonctionnaires chargés d'appliquer les immortels principes de 1789 ; oui, nous savons tout cela et sommes les premiers à en tenir compte dans notre reproche. Mais on ne nous conteste tout de même pas le droit de poser à Clouzot ces quelques questions : « Pourquoi Georges Arnaud, l'auteur du livre dont vous vous êtes inspiré, a-t-il exprimé son désaccord quant à une certaine trahison de votre



Le Salaire de la Peur

INDISCUTABLEMENT, le film est bon. Que l'on en soit défenseur ou critique acerbe change rien à l'affaire, mais prouve au contraire tout l'intérêt soulevé par cette œuvre magistrale, et ceci au sein d'un très vaste public. C'est peut-être là la force de H.-G. Clouzot, le réalisateur. Répétitive, quelles soient les critiques à formuler (et nous formulerais les nôtres, M. Clouzot, soyez tranquille), il n'est pas un spectateur que le « Salaire de la Peur » ait laissé indifférent. A une époque où la guimauve suintant des écrans s'unie à la cire de l'homme masqué « 3 D » pour plonger le client dans un bienheureux engourdissement très proche de la léthargie, quel plaisir de voir un réalisateur réveiller tout ce monde-là à grands coups de poings au creux de l'estomac. Il est évident que le spectateur a été soumis aux thèmes de tout repos avec fin heureuse clôture par le long bain traditionnel, sort de la salle le binocle en bataille, jambes molles et souffle coupé, courbaturé, ahuri, bouleversé, mais aussi vaguement furieux de cette fin « idiote » où les héros, après avoir conduit un camion chargé de nitro-glycérine sur des kilomètres de routes impossibles, se tue bêtement au retour de son périlleux voyage, tout ça pour avoir voulu exprimer par les joyeux zig-zag d'un camion vide roulant à vive allure, son frénétique plaisir d'être toujours en vie...

Cela dit, on se prend à songer au formidable travail de désarbitrage qu'un réalisateur type Clouzot, touchant un large auditoire, pourrait faire avec un film traitant RELELLEMENT du fait social. Parce que là, pas d'accord, pour nous le film n'est pas cette « terreur » anticapitaliste et tout dont certains, confondant violence et perte de position, nous avaient parlé ! Bien sûr, nous savons que Clouzot ne s'est jamais proclamé révolutionnaire; certes, nous n'ignorons pas les énormes difficultés qu'un réalisateur courageux rencontre auprès d'une censure chaque jour plus intransigeante et stupide et nous reconnaissions le fait qu'un Clouzot par exemple s'est vraiment refusé deux sujets de films jugés « tendancieux » par les fonctionnaires chargés d'appliquer les immortels principes de 1789 ; oui, nous savons tout cela et sommes les premiers à en tenir compte dans notre reproche. Mais on ne nous conteste tout de même pas le droit de poser à Clouzot ces quelques questions : « Pourquoi Georges Arnaud, l'auteur du livre dont vous vous êtes inspiré, a-t-il exprimé son désaccord quant à une certaine trahison de votre

part ? Etais-je par exemple absolument impossible d'indiquer, ne fût-ce qu'en quelques images, l'influence religieuse prépondérante en ces pays sud-américains où se situe votre action ? Il était évidemment hors de doute qu'on ne pouvait songer à représenter des scènes les plus violentes du livre d'Arnaud : celle où les deux camions au mortel contenu ayant été dirigés sur une déviation sans issue grâce aux conseils d'un curé soucieux de la préservation de sa paroisse, mais surtout de sa petite personne, le conducteur de l'un d'eux débusque le corbeau en son église et lui administre une terrible correction, défonçant le tabernacle et balançant les hosties à la volée, à travers les rangées de prie-dieu. Cette scène eût été supprimée certainement, oui, mais enfin pourquoi n'avoir fait AUCUNE allusion à une mainmorte spirituelle notoire, ce qui aurait grandement contribué par ailleurs à la véracité d'un « climat » auquel vous accordez tous vos soins ! De plus, pourquoi avez-vous justement supprimé le personnage de Bimba, l'anarchiste espagnol cité ci-dessus avec l'histoire du curé, en affablant de ce nom le conducteur allemand d'un des deux camions, ce qui est probablement ridicule ?

En plus de ces questions, auxquelles d'ailleurs Georges Arnaud pourrait également répondre dans une certaine mesure, puisque sa critique sur le film ne nous était pas connue d'une manière tellement nette, le dernier reproche à faire à Clouzot serait un certain manque de consistance dans l'exposé des conditions sociales, au début du film. Evidemment, les premières images nous montrent un quelconque pays latino-américain, avec sa chaleur et ses petites bêtes venimeuses, ses exilés internationaux formant une colonie disparate et inquiétante, les « tramps », enfin sa compagnie d'exploitation pétrolière américaine, la S.O.C. Mais Clouzot a voulu, et cela est manifeste, créer une « atmosphère » à tout prix, bien spéciale et exotique, plutôt qu'insister d'un peu plus près sur la condition misérable des habitants et surtout sur la présence maléfique de la S.O.C., véritable « premier rôle » du film.

Lorsque quatre « tramps », choisis avec soin parmi leurs camarades, se présentent pour piloter, en équipes de deux, deux camions chargés de la nitro destinée à écouler l'incendie d'un puits de pétrole situé à grande distance, c'est l'étude de la lutte menée par ces quatre hommes pendant des kilomètres contre la peur qui nous sera présentée. C'est la deuxième partie du film, là où Clouzot est digne de tous les éloges, restriction faite des « escamotages » cités au début de cet article.

Après les critiques, reconnaissent en effet l'habileté déployée dans la peinture du caractère de chacun des quatre conducteurs. Hormis les sentiments de peur, traduits par Charles Vanel d'une manière saisissante, nous avons pris plaisir à constater l'aspect international de cette peinture. Dans un camion, deux Français, dans l'autre un Allemand, un Italien. Et de tous, c'est peut-être l'Allemand qui nous semble le plus courageux, le plus digne d'inspirer la sympathie, avec ce sang-froid tranquille et triste inséparable du fume-cigarette d'un grand garçon aux cheveux blonds-blancs couronnant un visage étrangement jeune. Oui, Clouzot, malgré nos critiques, merci pour cette réflexion entendue à la sortie : « T'as vu le Chieuh, il est quand même drôlement bien, même chez eux, y en a des bons ! ». La réalisatrice marque un point, comme il marque un autre lors de sa présentation de l'Italien, antipode physique de l'Allemand, mais combien humain et courageux aussi. Le public médusé, convient que parmi deux de nos « ennemis héréditaires » (nous en avons tant !) se trouvent des hommes comme les autres et même quelquefois supérieurs. C'est pour cela, ainsi que pour le courage déployé par le réalisateur et toute son équipage dans le tournoi des scènes périlleuses, pour l'enthousiasme résidant en cet effort collectif, pour le jeu parfait de Charles Vanel, d'Yves Montand, Folco Lulli (l'Italien), Peter Van Eyck (l'Allemand) et leurs camarades, que nous dirons tout de même, allez voir le « Salaire de la Peur », camarades, le bon cinéma n'est pas en mort et il ne mourra pas tant qu'il lui restera de tels défenseurs.

CHRISTIAN.

Le Libertaire
continue de paraître tous les quinze jours
Prochain numéro sur 4 pages le 19 novembre

ART ET POÉSIE

R. Asso 380
H. Pichette 420
V. Crastre 630

ROMANS

G. Fontenay 75
Owen 345
Dolléans 970
T. Mende 495
Saint-Simon 165
— 645
J.-B. Breuix 61

POUR LA LIBERTÉ PROFESSIONNELLE

Les enseignants feront grève le 9 Novembre

Le corps enseignant fera grève le 9 novembre. Ainsi vient d'en décider la Commission administrative de la F.E.N. L'action est déjà commencée : les élus aux conseils départementaux de l'enseignement primaire ont démissionné. Qu'est-ce qui a pu provoquer une telle attitude chez des dirigeants dont la mollesse se contente ordinairement de suppliques, de discours vides, de démarches vaines ? Examinisons ces causes dont la gravité a réussi à secouer un peu la torpeur des bonzes syndicaux.

Tout d'abord la grande misère de l'école publique, dont le manque de classes et de maîtres se fait particulièrement sentir. Il est inutile de s'étendre sur les classes pléthoriques, sur les locaux insalubres, sur les mauvaises conditions d'hygiène et il est inutile de s'appesantir longuement sur l'inavouable crise du recrutement. Ces faits sont trop connus. Un exemple suffira : un collège du Sud-Ouest possède une classe de seconde dépourvue de professeurs de maths, de sciences et d'histoire ! Les crédits déjà bien faibles et considérablement insuffisants, viennent d'être encore réduits de plusieurs dizaines de milliards.

En ce qui concerne les attributions des enseignants, la frustration saute aux yeux. Dépassés vis-à-vis de la fonction privée et institutrice, ils sont encore vis-à-vis de certains autres secteurs de la fonction publique : Armée, Police, Magistrature (on comprend pourquoi !). Le résultat est une désaffection plus grande pour les fonctions de l'Enseignement : les agrégés de physique désertent en masse l'Université. Beaucoup de jeunes qui ont la vocation et le dévouement nécessaires reculent devant les lamentables conditions matérielles qui leur sont offertes.

Enfin et surtout, de graves atteintes sont portées aux libertés professionnelles et à l'indépendance de l'Université. Le décret-loi de septembre envisage une déconcentration administrative qui met en fait les membres de l'enseignement sous la stricte dépendance des préfets. Le pouvoir politique va ainsi surveiller étroitement les faits et gestes des enseignants. Des événements significatifs telle l'affaire de Val-les-Combres ou le Concours de l'E.N.A. nous montrent suffisamment dans quelle intention les salopards ont promulgué ce décret.

Par ailleurs, il existe un projet de restriction du droit de grève. Restriction qui se traduira pratiquement par une suppression pure et simple. Il faut signaler encore les mesures antidiaboliques et les constantes provocations d'un cléricalisme qui relève la tête.

Ces refus répétés, ces mesures tracassières ne peuvent nous令人 come autre mesure. Pas de succès, le gouvernement reste tout à fait dans sa ligne de conduite. La suppression envisagée du droit de grève, la mise en tutelle des fonctionnaires signifient clairement les buts que se proposent d'atteindre Laniel et sa bande : développement de l'autoritarisme et avènement d'une dictature. Les éléments conscients de la bourgeoisie ont, en effet, compris que le salut du régime était dans cette seule voie. Acculés par la crise financière et économique, par des difficultés de tous ordres, par une augmentation constante du déficit budgétaire, la nécessité s'impose pour eux d'étoffer toute résistance, toute agitation. C'est ce qui explique la croissance, chaque jour plus intense de la centralisation, de la surveillance politique, des restrictions au peuple de libertés que détiennent les travailleurs.

Quant à satisfaire les exigences des fonctionnaires, à se décider à les payer convenablement, à respecter simplement ses promesses et à construire des écoles voilà bien les derniers soucis du gouvernement. Il y a trop de trous à boucher, trop de parasites à enterrer, trop de charrettes et de canons à construire. Il y a une bataille à perpétuer et à développer, si possible, au maximum.

Mais nos réformards du S.N.I., de la F.E.N. semblent n'avoir absolument rien compris à cette évolution à cette volonté d'instauration du fascisme. Ils sont surpris, étonnés des refus successifs, de l'hypocrisie du gouvernement. Ils sont dépassés par le fait qu'on fasse fi de leurs exigences, qu'on viole la Constitution, qu'on ose toucher aux prérogatives de l'Université. Décidés enfin à agir, après avoir tout de même compris que la Présidence du Conseil

Les cheminots de Caen contre les saboteurs de l'unité

Le mardi 12 octobre, à l'appel du comité de grève, les cheminots de Caen se sont réunis à la salle du Bâtiment et ont dénoncé dans une résolution votée à l'unanimité (moins une voix) le sabotage de l'unité par les dirigeants des fédérations syndicales.

A noter qu'à Caen les cheminots se sont constitués en un syndicat unique.

Voilà le texte de la résolution :

« Le Comité d'Action des Cheminots de Caen, dans un appel solennel, exige que toutes les fédérations s'unissent et qu'elles prennent chacune l'initiative de proposer à toutes les autres des assises nationales en vue de réaliser l'unité organique. Les Comités d'Unité d'Action à la base, tous unis au coude à coude dans le combat du mois d'août, ne comprennent pas que l'unité réalisée dans la grève soit détruite par les dirigeants des fédérations. »

Les cheminots, et la classe ouvrière tout entière, ne laisseront pas s'implanter plus longtemps l'imposture syndicale et exigeront de leurs fédérations une attitude conforme aux seuls intérêts de la classe ouvrière, et n'admettront pas qu'elles soient les succursales de partis politiques, pour lesquels seule l'action parlementaire compte.

EYVES (correspondant).

Nous avons tous constaté que nos grèves d'après cette guerre ne nous ont rien apporté, mais que faisons-nous pour améliorer notre force syndicale ? Pas beaucoup.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Crise économique, chômage, bas salaires, misère :

Cadeaux centenaires du système capitaliste

A LORS que la crise économique qui couve en France éclate chaque jour de plus en plus, il nous a semble nécessaire d'expliquer les raisons profondes de cette crise pour pouvoir en tirer toutes les vantages du point de vue révolutionnaire.

Les capitalistes bornés sont incapables de juger sainement leur situation lamentable, et, pour ceux qui le peuvent, la seule constatation qu'ils puissent faire n'est que leur impuissance totale face à l'impossibilité absolue où se trouve de plus en plus acculé leur système de gérer la société de façon acceptable la grande majorité de la population.

Les enseignants ne doivent rien attendre des bonzes syndicaux sinon qu'inefficacité et trahison. La lutte qu'ils vont engager doit se faire sur une plate-forme de revendications communes à tous les travailleurs. Il faut que ceux-ci reconnaissent leur combat dans la grève du 9 novembre, qu'ils soient prêts à intervenir, qu'un nouvel incendie puisse s'allumer à la moindre occasion.

La suppression des pouvoirs extraordinaires des préfets, celle du projet de droit de grève, l'extension du droit pour la construction d'écoles et le recrutement doivent être les premiers objectifs des enseignants. Leur position doit être intransigeante et ils doivent mener la lutte jusqu'à la satisfaction totale de ces revendications.

Mais il faut que professeurs et instituteurs comprennent que même si ces résultats étaient acquis les gens de gouvernement n'étant en ce moment pas de nature à céder, la question reste reposée dans un avenir prochain. L'autoritarisme brutal ou hypocrite, ferait réapparaître de nouvelles menaces plus directes, plus lourdes de conséquences. A ce moment-là des mesures seraient évidemment prises pour qu'aucune réaction ne soit possible.

Cette question, comme beaucoup d'autres, ne peut être résolue dans le régime présent, et étant donné les conditions actuelles. Pour les enseignants, comme pour leurs camarades de la fonction publique, comme pour tout le prolétariat un choix s'impose absolument. Fascisme ou Révolution. Jacques Duboin, dans « Combat », fait à ce sujet une remarque pleine de bon sens bien qu'elle soit digne de Lapalisse : « Quel est le producteur qui refuse d'augmenter la production ? »

Autrement dit, quel est le capitaliste qui refuse d'augmenter ses bénéfices tout en régénérant le système général de production capitaliste ? seulement, ajoute Duboin, s'il consent à faire l'avance des dépenses qu'entraîne cette augmentation, c'est à condition que des clients viendront les lui rembourser. Sans quoi, il court à la faille.

Et Duboin décrit ensuite la situation paradoxale qui est celle de toutes les crises économiques du capitalisme depuis plus d'un siècle et demi. On voit la misère la plus noire au milieu de la plus grande abondance. Les magasins regorgent. Les travailleurs sont contraints d'acheter de

moins en moins car leur pouvoir d'achat diminue de plus en plus.

« N'est-il pas paradoxal de se plaindre de la surabondance des récoltes quand des millions de travailleurs luttent pour le maintien de leur « minimum vital », dit encore Duboin. Et ceux qui sont si loin de ce minimum vital, comme nos « économiquement faibles » qui crévent littéralement de faim. Sur ces millions de pauvres gens, il est près d'un million de vieux travailleurs qui doivent se nourrir, se vêtir, se loger avec 77 francs par jour... »

La guerre d'Indochine, les mesures antisociales sont bien dénoncées. Mais on se contente la plupart du temps d'un brouillage verbal. Aucune mesure efficace, aucun contact, aucune action réelle, abstention prudente et dérobage permanent, voilà tout l'actif sur le point des responsables syndicaux.

Les déclarations, leurs articles traduisent l'état d'esprit avec lequel ils engagent le combat. Après avoir longuement hésité, ils expriment leurs regrets d'utiliser de tels moyens. Sans fermeté, ils sont prêts à négocier avec les moins énergiques propositions gouvernementales. Ils préféreraient traiter et traiter ainsi leurs syndiqués plutôt que de déclencher une crise similaire à celle du mois d'août.

Le rapport annuel du commissariat du plan, qui vient d'être publié, se limite à l'énoncé de constatations immédiates, sans donner aucune solution, aucune directive pour réaliser ce qui manque à l'économie française, et pour cause.

On y lit : « L'économie de la France pourrait prendre un essor magnifique. Mais on se heurte à sa « rigidité ». Elle s'immobilise. Combiné de problèmes trouvraient une contribution décisive à leur solution si notre économie connaissait toute l'expansion technique souhaitable. »

Les enseignants ne doivent rien attendre des bonzes syndicaux sinon qu'inefficacité et trahison. La lutte qu'ils vont engager doit se faire sur une plate-forme de revendications communes à tous les travailleurs. Il faut que ceux-ci reconnaissent leur combat dans la grève du 9 novembre, qu'ils soient prêts à intervenir, qu'un nouvel incendie puisse s'allumer à la moindre occasion.

La suppression des pouvoirs extraordinaire

ndividuels

de la fonction publique, comme pour tout le prolétariat un choix s'impose absolument. Fascisme ou Révolution.

Les militants du Communisme Libertaire, exprimant les véritables aspirations des opprimés, les conduiront vers la seule solution qui les libérera de leur sort de diminués et d'opprimés, vers la Révolution sociale.

J. M.

Il est tout d'abord nécessaire de définir le mode de production capitaliste. Ce mode a été étudié par Marx qui en a donné la formule suivante : c + v + p. Laissons la plume à Rosa Luxembourg qui va nous expliquer la signification de cette formule.

« Dans toute société, la production

exige : 1^{re} des moyens de production ; 2^{me} des matières premières et auxiliaires, fruits, comme les moyens de production, d'un travail précédent ; 3^{me} des producteurs pour transformer ces matières en produits finis, propres à la consommation. L'entrepreneur des producteurs exige une certaine quantité de moyens de consommation, auxquels il faut encore ajouter : 1^{re} des moyens de consommation supplémentaires pour l'entretien des non-producteurs (infirmes, enfants, vieillards, fonctionnaires, gens de professions libérales et — dans une société basée sur l'exploitation — des exploitants eux-mêmes) ; 2^{me} des moyens supplémentaires de production et de consommation, comme fonds d'assurance contre des accidents imprévus (mauvaises récoltes, inondations, incendies) et comme condition d'un élargissement de la production, pour satisfaire les besoins accusés.

Mais dans le capitaliste, ce qui est construit dans son développement. Une fraction de la bourgeoisie a parlé à propos de critiquer son propre système, mais seulement de façon superficielle. Elle constate le mal et déclare que c'est inadmissible. Là se limite sa critique, car, si elle cherchait nécessairement à se renier elle-même. C'est pourquoi « Combat », journal bourgeois, ne pouvait aller plus loin. Peut-être Duboin aurait-il pu, en tant qu'individu, donner la véritable solution à la crise et en a-t-il été empêché par la nécessité de gagner sa vie dans la bourgeoisie, peut-être n'a-t-il rien compris au capitalisme, peu importe. La solution qu'il donne n'a aucun sens et partant, aucune valeur.

Il faut, dit-il, que le pouvoir d'achat des consommateurs augmente parallèlement à la production. »

Et, dès cet instant, il est indispensable de démontrer qu'il existe deux sortes de consommateurs, les exploitants et les exploités, que les uns ont effectivement besoin d'augmenter leur pouvoir d'achat (exploités), mais que les autres ont au contraire intérêt à la restreindre, pourquoi ils ne peuvent pas ou peu l'augmenter et pourquoi, par conséquent, ils sont acculés à la révolution. *

Il est tout d'abord nécessaire de définir le mode de production capitaliste. Ce mode a été étudié par Marx qui en a donné la formule suivante : c + v + p. Laissons la plume à Rosa Luxembourg qui va nous expliquer la signification de cette formule.

« Dans toute société, la production

survie du capitalisme est son expansion continue. Pourquoi ? par le phénomène de la concurrence d'abord entre capitalistes d'un même pays, puis de différents pays, par la loi qui pousse tout capitaliste à augmenter sans cesse son bénéfice, les possesseurs des moyens de production sont obligés de développer sans cesse la productivité, c'est-à-dire produire une même chose avec moins d'ouvriers, ceci afin de diminuer sans cesse les prix de revient et pouvoir ainsi trouver des marchés face aux autres capitalistes.

Mais en produisant une chose avec moins d'ouvriers, il se trouve le surplus des ouvriers désormais sans travail ou chômeurs. Pour pouvoir utiliser ces chômeurs, il faut que les capitalistes construisent de nouvelles usines, trouvent de nouvelles matières premières, c'est-à-dire investissent de nouveaux fonds, augmentant c. Où prennent-ils ces fonds ? Ils ne peuvent les trouver que dans la plus-value : c'est ce qui s'appelle l'accumulation du capital, puisque de cette façon le capital c initial se trouve augmenté, accumulé.

Tout ceci marche tant que les capitalistes peuvent réaliser leur plus-value, c'est-à-dire vendre leurs marchandises produites en surplus de la consommation de leurs ouvriers et d'eux-mêmes et les transformer ainsi en signes monétaires. Il faut donc qu'ils trouvent des marchés en dehors de leurs ouvriers. Lorsque les marchés sont abondants, alors non seulement les capitalistes augmentent leur productivité en modernisant leurs machines, non seulement ils emploient les usines mais encore ils utilisent une nouvelle main-d'œuvre qu'ils procurent aux usines, c'est-à-dire investissent de nouveaux fonds, augmentant c. Où prennent-ils ces fonds ? Ils ne peuvent les trouver que dans la plus-value : c'est ce qui s'appelle l'accumulation du capital c initial se trouve augmenté, accumulé.

Mais voilà que les marchés sont saturés, de nouveaux marchés introuvable. L'expansion du capitalisme devient impossible. Alors tout le surplus des marchandises de la plus-value ne trouve plus d'acheteurs. C'est la première phase de la crise. Comme il y a surproduction pour les capitalistes, ceux-ci arrêtent le travail, licencient, créent des chômeurs, diminuent les salaires, donc le pouvoir d'achat général de la classe ouvrière. Celle-ci achète de moins en moins, les marchandises sont de plus en plus abondantes. C'est l'abondance décrise par Duboin, face à la misère extrême de la grande majorité de la population.

Si tout en restait là, la révolution serait inévitable, une nouvelle forme de gestion (communiste, libertaire) de la société venant irrémédiablement remplacer l'ancienne incapable de faire vivre le pays.

Mais jusqu'à nos jours le capitalisme a toujours trouvé des voies d'issus. Au début par le colonialisme, donc l'ouverture de nouveaux marchés tout neufs, plus près de nous et aujourd'hui en particulier, par l'économie de guerre.

P. PHILIPPE.

(A suivre.)

Dans la Presse Ouvrière

F. O. (29-10) n'a pas de chance : Botherneau, sorti de l'hôpital, « va reprendre progressivement ses activités militantes »... Lesquelles ? L'éditorial « Amitiés particulières » (?) qui devait nous l'apprendre, au sujet de l'unité d'action :

« L'unité d'action, c'est la tactique prônée par Frachon et son école. C'est devenu une consigne internationale, un mot d'ordre claironné par le Congrès de la F.S.M. qui vient de se clore. Chervnick l'a apporté de Moscou à Vienne, à Saillant et à ses invités. »

Quest-ce que l'unité d'action d'après Botherneau ? c'est Force Ouvrière, car représentant le syndicalisme libre... Et puis F.O. a un bon programme revendicatif et ouvrier ; pour s'en convaincre il n'y a qu'à lire le compte rendu moral et déroulé du C.E., rapport d'activité d'août.

Et puis les grèves d'août, où F.O. s'est particulièrement distinguée dans la trahison, sont certainement oubliées des travailleurs, comme un mauvais cauchemar :

« Ce que je me dois cependant de dire à nos camarades, c'est qu'en dépit d'un attentif de tout le courrier, de tous les rapports, de tous les documents qui nous sont parvenus ces dernières semaines, me permettent d'affirmer que la Confédération Force Ouvrière ne se porte pas mal, en influence qui est grande, et en effectifs qui s'accroissent, après les remous sociaux que nous avons vécus. »

Quest-ce que nous préférons continuer comme par le passé... Réfléchissons jusqu'à la prochaine assemblée générale. Prévote (n° 1461).

* C.F.T.C., dans son organe Syndicalisme Magazine de novembre accorde une place modeste au Congrès des Syndicalistes chrétiens : Remarque et fait significatifs, liés aux générations et renouvelés par la tendance minoritaire « Reconstruction », gagnant peu à peu du terrain chez les militants de base, violents opposés au bureau confédéral, l'accusant nettement de trahison par l'arrêt des grèves d'août, dénoncé le M.R.P. comme instrument gouvernemental, rejette les « conciliateurs » F.O. car se résoudre à des accords dont l'effet immédiat allait dans le sens de la détente — et par conséquent renforçait l'assurance du gouvernement — c'était consolider l'existence de ce dernier. (Lettre de Janet dans l'Observateur du 27 octobre.)

Et encore : « Les militants syndicalistes lucides ne peuvent être, dans la conjoncture actuelle, que plus intransigeants. A l'action d'un gouvernement pour lequel la réalisation d'une démocratie socialiste ne signifie strictement rien, ils ne peuvent que répondre par une attitude d'opposition. La poussée populaire elle-même a modifié la direction révolutionnaire de cette opposition en demandant la réunion du Parlement. Signe d'une confiance dans les institutions républicaines qui peut très bien ne pas durer. »

Et plus loin : « Il reste une chance à saisir avant que le choix ne puisse plus être fait qu'en entrer des solutions totalitaires. »

Cependant l'erreur de « Reconstruction » c'est de vouloir un syndicalisme libre avec une stratégie générale, et une idéologie qui la ferait sortir des médiocrités opportunistes.

Un syndicalisme ouvrier avec une stratégie générale ne peut être, que si derrière l'organisation syndicale, se tient un parti révolutionnaire (la G.N.T. et la F.A.I. en Espagne, par exemple). seul capable de fournir une idéologie et un programme révolutionnaire aux travailleurs.

La ligne de la majorité Bouladoux se trouve exprimée par « le Congrès de la Vendée, qui fut un Congrès positif »...